

Unité territoriale IX – pourquoi un tel malaise ?

Nicolas Maître (PS)

Il semblerait que la souffrance et le désarroi des collaborateurs de l'Unité territoriale IX soient grands. En effet, plus rien ne semble tourner rond et l'absence de dialogue entretenue par la hiérarchie vis-à-vis des employés en charge de l'entretien de l'A16 est semble-t-il à la base de ce malaise. Cette crise, qui touche une vingtaine de personnes, dure depuis quelques mois. Les mises au concours de postes, suite aux nombreux départs, ne démentiront pas le sentiment d'un certain malaise, pour ne pas dire d'un malaise certain au sein de cette unité étatique et du département cantonal concerné.

Dans un esprit constructif et suite aux souhaits des employés, une rencontre avec l'autorité hiérarchique et une délégation de collaborateurs a eu lieu au printemps dernier afin de discuter de certains processus de travail et d'autres doléances. Au terme de cette rencontre, les deux parties semblaient même être arrivées à un accord.

Pourtant depuis lors, la hiérarchie semble avoir changé d'avis et entretient un silence total quant aux raisons de ce revirement. Pire encore, les échanges se font maintenant essentiellement par courriels ou au moyen de directives distribuées directement dans les casiers des collaborateurs. Afin de mieux régner, la hiérarchie a divisé et recomposé les équipes. Cerise sur le gâteau, la gestion de l'entretien de l'A16 a été complètement remaniée. Il n'en faut pas plus pour faire tourner en « bourrique » ces employés de l'État auxquels on rappelle régulièrement d'être fiers de travailler pour le canton. Il est évident que cette situation a des incidences sur leur motivation au travail et péjore également la qualité de vie de l'ensemble des collaborateurs et peut-être même celle de leurs supérieurs.

Même si certains employés se sont approchés du groupe de confiance, la présence constante de cet excès de tension dans l'Unité IX engendre également des situations irrationnelles dans le comportement de personnes concernées, de quelque côté que ce soit, et cela nous amène à nous demander comment nous réagirions si nous étions personnellement concernés par cette forme de pression.

D'où nos questions au Gouvernement :

- 1. Est-il au courant de l'immense malaise régnant au sein de la section de l'Unité territoriale IX et comment l'explique-t-il ?**
- 2. Cas échéant, va-t-il prendre ou a-t-il pris les mesures afin qu'un dialogue constructif s'instaure dans les meilleurs délais entre les employés de la section de l'Unité territoriale IX et leur hiérarchie ?**
- 3. Même en supposant que chacun porte une part de responsabilité lors d'une rupture de dialogue, on peut s'interroger sur l'absence de l'État dans la gestion de cette crise en tant qu'employeur qui se doit d'être exemplaire. Le Gouvernement partage-t-il cet avis ?**
- 4. Et subsidiairement, le Gouvernement ne peut-il pas également se questionner concernant les méthodes retenues par la hiérarchie dans certains processus de travail et la gestion du personnel au sein de l'Unité IX ?**

Nous remercions le Gouvernement de ses réponses.

Nicolas Maître (PS)

Co-signataires

- Jude Schindelholz (PS)
- Jelica Aubry-Janketic (PS)
- Patrick Cerf (PS)
- Raphaël Ciocchi (PS)
- Nicolas Girard (PS)
- Pierre-André Comte (PS)
- Sarah Gerster (PS)
- Florence Chaignat (PS)
- Fabrice Macquat (PS)
- Hildegarde Lièvre Corbat (PS)
- Valérie Bourquin (PS)

Intervention déposée officiellement le 27 septembre 2023